

L'Europe ne doit pas être statique si l'on veut qu'elle soit une réussite. Elle doit croître au rythme de notre confiance, évoluer en fonction de nos succès et répondre de manière positive et active aux changements venus tant de l'intérieur que de l'extérieur. C'est pourquoi la nouvelle CSCE doit être différente des efforts déployés jusqu'ici pour asseoir l'ordre européen. Ces efforts ont débouché sur des structures rigides, inaptées à l'évolution. La CSCE que nous mettons en place doit être un organisme souple, capable de croissance et d'adaptation, une structure que les changements viennent renforcer et non affaiblir.

À plusieurs égards, ce qui s'est accompli jusqu'ici en Europe a été facile. Il est en effet plus aisé de jeter à bas des murs que d'édifier une société forte et libre, car la démocratie transcende les institutions ou les constitutions. La démocratie est affaire de mentalité; de par sa nature, elle doit être cultivée. On ne peut l'imposer. Elle part de rien, et sa maturation est longue et délicate. Or, le premier défi à relever au Sommet de Paris est de donner une chance à la démocratie.

Puis il y a le défi de la prospérité, car on n'instaure pas un marché ouvert aussi facilement que l'on fabrique un produit; il n'y a pas de manuel d'instructions. Il faut se départir de ses vieilles habitudes et s'en forger de nouvelles. Cet apprentissage est long, qui doit se faire dans un climat d'impatience grandissante attribuable à une prospérité perdue et à des promesses non tenues. Le Sommet de Paris doit aussi faire fond sur les résultats de la réunion de Bonn, de manière à aider à mettre en place une économie européenne ouverte et prospère. Si nous y parvenons, notre sécurité n'en sera que plus grande.

Enfin, il y a le danger de nouvelles dissensions. D'une certaine manière, l'Europe s'affranchit actuellement de son passé. Mais, paradoxalement, cette libération l'amène à faire face à ce passé. Les antagonismes d'hier, les vieux préjugés et les éternels combats rarement gagnés, tout cela remonte à la surface. On craint de voir une forme de méfiance et d'intolérance être remplacée par d'autres, plus anciennes, mais tout aussi virulentes. Cela met en péril la sécurité, la démocratie et la prospérité. Nous avons là un autre défi à relever, celui de la promotion et de la protection des droits de tous, y compris les minorités ethniques.

Il y a, à mon avis, cinq critères qui devraient guider nos délibérations d'avant le Sommet.

D'abord, il faut donner à la CSCE une direction politique et un leadership forts. La CSCE doit être autre chose qu'une lointaine bureaucratie ou un simple énoncé de principes. Les populations de nos pays doivent voir leurs dirigeants contrôler et mener le processus de la CSCE si l'on veut qu'il conserve et affermisse sa légitimité. C'est pourquoi il est crucial à mes yeux